

La VRT victime de son succès

■ Les choses se compliquent pour la radiotélévision publique flamande. Elle va devoir se serrer la ceinture pour des raisons budgétaires et pour laisser plus de place aux médias commerciaux.

JAN DE TROYER

Chroniqueur.

A l'ouverture de la nouvelle saison radio-télé, le rôle de la VRT a été contesté une fois de plus par ses concurrents commerciaux flamands. La radiotélévision de service public se montre, à les en croire, trop gourmande: elle attire, par le biais de coûteuses émissions de divertissement et la retransmission d'événements sportifs, trop de téléspectateurs. Ses cinq radios, qui ont une part de marché de 70 pour cent, perturberaient le champ d'action des radios commerciales. Et le fait que les Flamands peuvent trouver sur les différents sites Internet de la VRT toute l'information gratuitement provoque pas mal d'irritation.

C'est un discours connu, mais à la grande différence des années précédentes, cette fois, la VRT n'a trouvé que très peu d'alliés au niveau politique pour prendre sa défense. Le nouveau gouvernement flamand de Geert Bourgeois (N-VA) a d'emblée fait comprendre que la VRT devra lourdement contribuer aux efforts financiers indispensables pour atteindre les objectifs budgétaires.

Dans quelques mois, Sven Gatz de l'Open VLD, un ministre des Médias très sympathique mais qui n'a aucune expérience ni ministérielle ni dans le domaine de l'audiovisuel,

devra présenter un nouveau contrat de gestion pour la radiotélévision publique flamande. Pour ceux qui, depuis des années, critiquent la position dominante du service public, l'heure de la victoire a enfin sonné. Le gouvernement Bourgeois n'a même pas attendu les propositions du ministre: déjà en 2015, la VRT recevra 15 millions d'euros de moins qu'en 2014. Pourtant, elle aura besoin d'argent: selon les analyses récentes de son audience, la radiotélévision publique ne réussit pas à rajeunir son public vieillissant, ce qui se traduira tôt ou tard par une perte d'audience. Mais cela n'incite personne à faire preuve d'indulgence. Les concurrents de la VRT ont des problèmes encore plus graves, puisque leurs spots publicitaires sont zappés, suite aux astuces technologiques de la télévision numérique.

La VRT peut donc s'attendre à essayer des coups durs. La troisième chaîne qui lui permettait en période de surabondance d'événements sportifs de préserver sa programmation normale disparaîtra. La VRT reçoit une subvention de 300 millions sur un budget annuel de quelque 450 millions d'euros. Cette dotation annuelle devra baisser de 27 millions d'euros d'ici 2019. La programmation en fera inévita-

blement les frais. Pas question d'ailleurs que la VRT aille chercher d'autres revenus commerciaux! Si elle veut trouver les moyens nécessaires pour une opération de rajeunissement, la VRT devra, selon le gouvernement flamand, vendre la plus commerciale de ses chaînes radio: "MNM" ("ex-Radio Donna"). Au risque de se marginaliser, elle devra se concentrer essentiellement sur les programmes d'information et culturels. Apparemment, la nouvelle politique flamande ne vise pas uniquement à faire des économies, mais aussi à créer plus d'espace pour les médias commerciaux. La VRT est donc punie pour sa réussite, pas parce qu'elle coûte trop cher.

Alors que la Flandre dépense 46 euros par téléspectateur, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Danemark en dépensent plus que le double. Dans toute l'Europe du Nord, les radiotélévisions publiques ont des parts de marchés similaires à celle de la VRT d'environ 50 pour cent. L'inspiration de la politique flamande des médias semble donc idéologique, le populisme prospère dans les pays où le secteur public des médias est faible. En adaptant l'antique devise "*panem et circenses*", à défaut de pain suite aux économies projetées par le gouvernement Bourgeois, le Flamand devra surtout se divertir... par exemple en regardant le prochain championnat du monde de football sur une chaîne payante.